

ONSEIL
E SECURITE

Distr.
GENERALE
S/3154
21 décembre 1953
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

EXPOSE SUCCINCT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES QUESTIONS DONT EST SAISI
LE CONSEIL DE SECURITE ET SUR LE POINT OU EN EST LEUR EXAMEN

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente, sur les questions dont le Conseil de sécurité est saisi et sur le point où en est leur examen à la date du 19 décembre 1953, l'exposé succinct ci-après :

1. Question iranienne (voir S/1456).
2. Accords spéciaux prévus à l'Article 43 de la Charte et organisation de la force armée mise à la disposition du Conseil de sécurité (voir S/1456).
3. Règlement intérieur du Conseil de sécurité (voir S/1456).
4. Statut et règlement intérieur du Comité d'état-major (voir S/1456).
5. Réglementation et réduction des armements de type classique et des forces armées (voir S/1456 et S/2527).
6. Désignation d'un gouverneur pour le Territoire libre de Trieste (voir S/1456, S/3114, S/3123, S/3135, et S/3145).

Conformément à la décision qu'il avait adoptée à sa 641ème séance, le Conseil de sécurité a inscrit cette question à l'ordre du jour de sa 647ème séance, tenue le 14 décembre 1953. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a proposé que le Conseil décide pour le moment de différer l'examen de la question en attendant le résultat des efforts que l'on déploie actuellement en vue de lui trouver une solution. A l'issue du débat, le Conseil a adopté cette proposition par 8 voix contre une, avec une abstention, un membre du Conseil étant absent.

7. Question égyptienne (voir S/1456).
8. Question indonésienne (voir S/1456).
9. Procédure de vote au Conseil de sécurité (voir S/1456).

10. Procédure d'application des Articles 87 et 88 de la Charte concernant les îles du Pacifique sous la tutelle stratégique des Etats-Unis d'Amérique (voir S/1456).

11. Demandes d'admission (voir S/1466, S/2451 et S/2679).

12. Question palestinienne (voir S/1456, S/1864, S/1878, S/1904, S/1912, S/2104, S/2114, S/2150, S/2164, S/2268, S/2280, S/2303, S/2325, S/3123, S/3134, S/3138, S/3142, S/3145, S/3149 et S/3150).

A ses 648ème, 649ème et 650ème séances, tenues les 16, 17 et 18 décembre 1953, le Conseil de sécurité a poursuivi l'examen de la plainte de la Syrie contre Israël au sujet des travaux effectués sur la rive droite du Jourdain dans la zone démilitarisée.

A la 648ème séance, les représentants des Etats-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni ont soumis un projet de résolution (S/3151) selon lequel le Conseil, entre autres, ferait sienne l'action du Chef d'état-major, qui a demandé au Gouvernement d'Israël le 23 septembre 1953 "de prendre les mesures nécessaires pour ordonner à l'autorité qui, le 2 septembre 1953, a fait entreprendre les travaux dans la zone démilitarisée, d'arrêter les travaux dans cette zone tant qu'un accord ne sera pas près d'être conclu"; prierait le Chef d'état-major d'explorer les possibilités de concilier les intérêts en cause dans ce différend, y compris les droits existants dans la zone démilitarisée, tout en donnant pleine satisfaction, en toute saison, aux droits existants d'irrigation, en vue d'assurer le développement des ressources naturelles en cause de façon juste et ordonnée dans l'intérêt général, et lui donnerait autorisation à cet effet. Aux termes de la résolution, le Conseil de sécurité prierait également le Secrétaire général de mettre à la disposition du Chef d'état-major un nombre suffisant d'experts, notamment des ingénieurs hydrauliciens, qui puissent fournir à celui-ci, sur le plan technique, les données nécessaires à une complète appréciation du projet en question et de son effet sur la zone démilitarisée; et donnerait instruction au Chef d'état-major de faire rapport au Conseil de sécurité dans les quatre-vingt-dix jours sur les mesures prises pour donner effet à la résolution.

A la 650ème séance, le représentant du Liban a soumis un projet de résolution (S/3152) selon lequel le Conseil ferait sienne la conclusion du Chef d'état-major, à savoir qu'il ne pense pas qu'une partie doive, en l'absence d'un accord, effectuer dans la zone démilitarisée des travaux préjudiciables

aux objets en vue desquels cette zone démilitarisée a été définie, et rappellerait la demande que le Chef d'état-major a adressée au Gouvernement israélien pour l'inviter à prendre les mesures nécessaires pour ordonner à l'autorité qui a fait entreprendre les travaux dans la zone démilitarisée, d'arrêter les travaux dans cette zone tant qu'un accord ne sera pas près d'être conclu. Aux termes de cette résolution, le Conseil inviterait également les parties à se conformer à la décision du Chef d'état-major; déclarerait que s'il n'est pas donné suite à cette requête et si le Gouvernement israélien continue d'agir unilatéralement en violation de la Convention d'armistice, cette situation mènera probablement à une rupture de la paix; prierait le Chef d'état-major de s'efforcer d'aboutir à un accord entre les parties intéressées et l'autoriserait à le faire; inviterait enfin les parties à collaborer avec la Commission mixte d'armistice et avec le Chef d'état-major afin de parvenir à cet accord.

13. Question Inde-Pakistan (voir S/1456, S/1463, S/1472, S/1479, S/2025, S/2058, S/2070, S/2132, S/2416, S/2527, S/2845, et S/2890).
14. Question tchécoslovaque (voir S/1456).
15. Question du Territoire libre de Trieste (voir S/1456).
16. Question du Haïderabad (voir S/1456).
17. Notifications identiques adressées au Secrétaire général, le 29 septembre 1948 par les Gouvernements de la République française, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des Etats-Unis d'Amérique (voir S/1456).
18. Contrôle international de l'énergie atomique (voir S/1456).
19. Plainte pour invasion armée de l'île de Formose (Taiwan) (voir S/1774, S/1785, S/1831, S/1912 et S/1928).
20. Plainte pour bombardement aérien du territoire de la Chine (S/1774, S/1785, S/1803 et S/1811).
21. Plainte contre le Gouvernement de l'Iran pour non-observation des mesures conservatoires indiquées par le Cour internationale de Justice dans l'affaire de l'Anglo-Iranien Oil Company (voir S/2364 et S/2398).

22. Proposition d'inviter les Etats à adhérer au Protocole de Genève de 1925 concernant la prohibition de l'emploi de l'arme bactérienne

(voir S/2679 et S/2687).

23. Demande d'enquête au sujet d'un prétendu recours à la guerre bactérienne (voir S/2687 et S/2693).